Vivons heureux !

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1562>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1562

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2012

Pagination : 154-160

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Vivons heureux ! », *Hommes & migrations* [En ligne], 1297 | 2012, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1562>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Vivons heureux !

Mustapha Harzoune

- 1 Voilà ! François Hollande est élu. Après une campagne présidentielle que les uns et les autres jugèrent passionnante, ennuyeuse, au ras des pâquerettes ou à chatouiller les cimes des préoccupations citoyennes. C'est selon. Tous les goûts sont dans le cercle des *happy few* qui font les beaux jours de l'opinion médiatico-politique. Sur l'immigration, Olivier Le Cour Grandmaison, il y a un an (voir "Kiosque", n° 1292), non sans raison, annonça "*la bataille de l'opinion*". À droite (avec des exceptions, pour Raffarin "*l'immigré, c'est un frère*", Le Monde.fr, 9 mars) et à l'extrême droite, on agita le chiffon rouge. À gauche, Eva Joly, elle, savait de quoi il en retourne et Mélanchon tonna. Au PS, ce fut le service minimum. "*Des expulsions familiales à 'visage humain', est-ce là le changement annoncé ?*" interroge sur son blog le 16 mars le même Le Cour Grandmaison. Idem pour El Mouhoub Mouhoud (Marianne 2, 11 avril) ou Yann Duvert qui se demande "*si François Hollande est de droite*" (L'Express.fr, 27 avril). Il faut dire, à la lecture d'une étude de la Fondation Jean Jaurès (Les Echos.fr, 25 avril), tâtant le pouls des électeurs de gauche sur l'immigration, qu'il serait "*difficile dans ces conditions, pour un candidat socialiste, de s'adresser aux uns sans froisser les autres*" : les "*uns*" étant plutôt "*ouverts*" et les "*autres*" plutôt "*ouverts/fermés*" (*sic*) à l'immigration. Bilan de campagne : des hommes et des femmes ont été renvoyés à leur condition de migrant. Comme pour mieux les isoler. Mieux les déshumaniser. Les drames commencent par là, et la violence a toujours besoin de justifications. Pourtant, au moment de cette prise d'otages électorale, la presse s'est fait largement écho des travaux de chercheurs sur l'immigration. Peu – notamment dans les rangs de la classe politique – semblent s'en être inspirés. Où se perd la production de connaissances dans les processus décisionnaires des instances du législatif et de l'exécutif ? Dans quel méandre du labyrinthe idéologique ou électoral est-elle stoppée, condamnée, disqualifiée ? Alors, les professionnels des tribunes y sont allés de leur bréviaire, parfois de leur bêtisier, histoire de flatter le chaland, de l'amadouer, de le rassurer ou de ne pas le choquer. Mais l'immigration préoccupe-t-elle autant que cela ce peuple de France, franchouillard mais hospitalier, colérique mais doué d'empathie, individualiste mais solidaire ? Pas sûr... Une autre politique d'immigration est-elle envisageable ? Faut-il s'obstiner avec les mêmes recettes, usées jusqu'à la corde, impuissantes et préjudiciables, concoctées bien avant la fameuse crise

de 1974 et la montée du FN, dès les années soixante, dans les cuisines postcoloniales de fonctionnaires zélés¹ ? Ou bien ne se dessine-t-il pas des voies nouvelles, des arguments à entendre qui invitent à casser la matrice, le logiciel poussif, perclus de bugs et infesté de virus qui préside à l'entendement du fait migratoire ?

Inefficacité

- 2 El Mouhoub Mouhoud constate que durant la campagne *“le vrai débat ne s’est pas imposé. L’alignement sur la thèse Sarkozy-Le Pen – ‘trop d’immigrés’ – a empêché tout débat rationnel au profit de la stigmatisation. Le fait que la France soit classée parmi les derniers pays d’accueil des pays de l’OCDE n’a pas été souligné. Et évidemment, nous n’avons pas eu de débat sur l’efficacité économique d’une politique d’immigration”* (Marianne 2 du 11 avril). Il poursuit : *“Le problème de l’efficacité des politiques d’immigration n’est pas entre fermeture ou ouverture (...). Inefficacité économique et iniquité sont les deux caractéristiques de la politique d’instrumentalisation de la question de l’immigration (...). Résultat : les plus qualifiés ne viennent pas en France et se dirigent vers le Canada, les États-Unis ou le Royaume-Uni, qui vont gagner la course à l’attractivité des compétences et des talents.”* Pierre Henry, directeur de France terre d’asile, rappelle qu’*“en dix ans, pas moins de six textes de loi ont été votés pour restreindre l’immigration. Les résultats ne suivent pas : près de 189 000 titres ont été délivrés en 2010, contre 181 000 en 2002”* (La Croix, 20 mars). Le magazine Challenges écrit le 8 mars : *“Le gouvernement a multiplié les lois pour durcir les conditions d’entrée et de séjour des étrangers, expulser plus facilement les sans-papiers, et, opérant un revirement, a aussi décidé de limiter l’immigration de travail. Sans grand résultat : la hausse des reconduites à la frontière peine à réduire le nombre de sans-papiers, et l’immigration légale reste surtout familiale. En revanche, le président a laissé s’enliser le plan de soutien aux banlieues, et les débats sur l’identité nationale et la laïcité ont tendu les relations avec les citoyens issus de l’immigration.”* Libération du 20 avril daube *“la France forteresse de Sarkozy”*. Plus sévère, Michèle Tribalat dénonce les postures et les impuissances : *“Les partis de gouvernement, eux, savent qu’ils n’y peuvent pas grand-chose. Il leur reviendrait de faire comprendre aux électeurs qu’ils n’ont pas vraiment le pouvoir de décider de la hauteur des flux migratoires et que la politique migratoire échappe désormais au principe de responsabilité, au fondement de notre démocratie.”* Et d’expliquer : *“La politique migratoire est devenue, à l’exception de l’immigration de main-d’œuvre, une politique communautaire, soumise au processus de co-décision qui met en jeu la Commission, le Conseil et le Parlement européens. La législation est fondée sur des droits mis en œuvre sous la surveillance étroite du Conseil d’État, du Conseil constitutionnel, de la Commission, de la Cour de justice de l’UE et de la Cour européenne des droits de l’homme”* (Marianne2, le 11 avril). Pour maîtriser ces sempiternels flux migratoires, faudrait-il, au nom de la souveraineté, quitter l’Europe ? réviser des droits fondamentaux ?

Des yeux grands ouverts

- 3 *“Au cours des dix dernières années, l’immigration est restée relativement stable. Un peu moins de 200 000 titres de séjour par an sont accordés, tandis qu’environ 100 000 étrangers quittent annuellement le territoire français. Ce qui donne en moyenne un flux net de 100 000 migrants supplémentaires chaque année. Au-delà du ressenti de la population (...) la réalité des phénomènes migratoires et leur impact en termes budgétaire, démographique et économique contredisent le plus souvent les arguments mis en avant dans la campagne”* (La Croix du 20

mars). Tiens ! Tiens ! Libération du 28 mars renchérit : “La France n’est pas le pays d’Europe qui accueille le plus d’immigration.” Selon l’OCDE, “le nombre d’immigrés entrés en France (178 700) est inférieur à celui de l’Italie (369 000), de l’Allemagne (197 500), du Royaume-Uni (397 900) ou de l’Espagne (334 000). Le propos de Marine Le Pen perd encore en pertinence si l’on se fie au nombre d’immigrés accueillis dans chaque pays comparativement à sa population”. Pour Hervé Le Bras, “la peur de l’invasion est grotesque. L’Insee a calculé qu’au cours des trente dernières années, l’apport de l’immigration a été de 65 000 personnes par an en moyenne, un pour mille de la population. Dans les enquêtes sur les sujets de préoccupation des Français, en temps normal, l’immigration vient en septième ou huitième position. À l’approche des élections, poussé par les politiques, le sujet remonte en deuxième ou troisième position. La xénophobie est ici impulsée par certaines élites politiques et non par la base” (Libération, 10 mars).

- 4 Point d’invasion donc, mais quid des données socio-économiques ? Le 8 mars, Challenges montre que selon “plusieurs études (...) l’impact d’arrivées massives de migrants sur le taux de chômage est temporaire et assez faible, car les travailleurs étrangers occupent plutôt des emplois complémentaires, fluidifiant le marché du travail dans les secteurs en pénurie”. “La ‘concurrence’ d’une main-d’œuvre immigrée permet-elle aux employeurs de peser sur les salaires ? En 2010, Gregory Verdugo et Javier Ortega estimaient, au contraire, que la hausse de 10 % de l’immigration en France de 1962 à 1999 avait augmenté les revenus des Français de 3 %, en leur permettant de grimper dans l’échelle des professions. Les immigrés pèsent-ils sur les comptes publics ?” Et de citer la recherche dirigée par Xavier Chojnicki – abondamment reprise dans la presse – qui montre que les immigrés “reçoivent annuellement de l’État 48 milliards d’euros de prestations, mais lui versent 60 milliards de cotisations et impôts. Car s’ils bénéficient de transferts importants pendant leurs jeunes années (aides sociales et familiales, chômage...), ils sont sous-représentés parmi les retraités, se font moins soigner et ont une espérance de vie moindre : ils ‘profitent’ donc moins des prestations santé et retraite, qui représentent 80 % des dépenses sociales”. Précision : “En conservant le niveau actuel d’immigration, le déficit de la protection sociale atteindra 3 % du PIB d’ici à 2050. En prenant une hypothèse de solde migratoire nul, le besoin de financement passera à 4,3 % du PIB”, dicit l’économiste Lionel Ragot le 20 mars dans Les Échos. Le quotidien ajoute : “Une autre recherche récente réalisée (...) par le laboratoire ‘Equipe’ de l’université de Lille-I va dans le même sens. Après avoir fait la part des coûts et des contributions des migrants dans les comptes sociaux, l’enquête conclut à un bilan positif de 3,9 milliards d’euros.” Flux, comptes sociaux, finances publiques..., le mot de la fin revient à Michel Rocard pour qui “on est dans l’imbécilité politique collective” (Libération, 2 mars). “Il est encore plus évident que si on a envie de faire quelque chose, on peut limiter l’ampleur quantitative du problème de 0,5 % ou de 1 %. Quelles que soient l’intensité verbale, la vigueur des haines et la joie de vivre qu’auront les militants FN ou ceux de Sarkozy à voir les Français se refuser les uns les autres de vivre ensemble, ça ne changera rien et pourrira tout. L’essentiel reste l’effet de serre et le danger financier.” “Vivre ensemble” ! Justement, pour Michelle Tribalat, “le fond de la question de l’intégration est évité. Pourquoi le modèle traditionnel d’assimilation est-il en échec ? Sur quoi bute-t-il ? Est-il réaliste de s’y accrocher coûte que coûte ? Et sinon, par quoi le remplacer, sans perdre le fil de notre histoire ?” (Marianne 2, 11 avril). Malika Sorel ne se pose pas autant de questions (Valeurs actuelles, 19, avril). Véhémement, elle décrète l’échec de l’intégration et en accuse les flux migratoires et les dérives communautaristes. Pourtant, pour Éric Fassin, “ce ne sont pas les immigrés qui nous menacent ; c’est la xénophobie. Bref, c’est l’histoire d’une folie ; j’essaie d’en rendre raison” (Rue 89, 29 avril). “Notre modèle d’intégration en panne, vraiment ?” demandent les Vigilants 2012, groupe de vigilance sur les questions

des dérives racistes et xénophobes (Nouvel obs.com 17 avril). “Alors oui, il existe bien des problèmes dans les quartiers, mais ceux-ci sont-ils à mettre sur le seul compte d’origines étrangères ? N’a-t-on pas tendance à occulter la question de la place des couches populaires derrière la question ethnique et immigrée ? Comme l’a montré l’enquête ‘Banlieues de la République’, plutôt que de crier haro en permanence en dénonçant les dérives communautaristes, il faudrait commencer par réfléchir à la question sociale dans son ensemble.” Pour François Héran, “la Cour des comptes l’avait souligné dès 2004 : l’État concentre trop de dépenses sur les nouveaux arrivants et pas assez sur l’intégration au fil des ans. Or la doctrine officielle est qu’on résoudra les difficultés de l’intégration en se contentant de réduire les flux d’entrée. Les vrais problèmes sont ailleurs. Ainsi, la concentration géographique des migrants. La loi SRU a échoué à répartir la mixité sociale, puisque les communes riches peuvent s’en exempter en payant une taxe. Le ‘plan Marshall des banlieues’ n’a été qu’un jeu d’écritures sur des budgets en baisse. Quant à la lutte contre les discriminations, elle n’a amusé les autorités qu’un temps (...)” (Nouvel Obs.com, 11 mars). Reste, selon Les Échos du 20 mars, que “dans un rapport remis en avril dernier à François Fillon sur ce thème, le Haut Conseil à l’intégration donne un autre son de cloche. Certes, l’institution préconise vivement de s’attaquer à certains ‘ghettos communautaires’, formés dans certaines zones urbaines sensibles. Mais elle souligne surtout que 65 % des descendants d’immigrés vivent en couple avec des personnes de la ‘population majoritaire’ et que seules 16 % des personnes issues de l’immigration ayant la nationalité française ont peu ou pas le sentiment d’être Français. L’intégration a donc à la marge ses ratés, mais le modèle français reste majoritairement efficace.” Ainsi, tout ne serait pas aussi sombre sous le ciel de l’intégration à la française. Et côté culture, le New York Times cité par Courrier international du 1er mars évoque ces “nouveaux talents du cinéma français”, les Kechiche, Bouchareb et autre Rahim qui “donnent un nouveau souffle au 7^e art et attirent les projecteurs”. Jean-Pierre Goudaillier, professeur de linguistique à la Sorbonne, souligne lui que les “cités constituent actuellement les foyers les plus importants de création lexicale. Dans ces cités-creusets, ce français mâtiné d’exotisme, mosaïque d’emprunts à l’arabe, aux langues africaines, au tsigane... est aussi métissé que la population. Il en fait voir de toutes les couleurs au français académique. (...) La cité, tour de Babel créative ou lieu d’appauvrissement du français ? Les jeunes, loin d’être des ‘sauvageons’, ont une inventivité lexicale et poétique très développée, selon les linguistes intervenant sur le terrain” (La Croix, 16 mars).

Sérénité ou ressentiment ?

- 5 Ces débats préoccupent-ils les foules ? “Lorsqu’on demande aux Français les thèmes que les deux candidats du second tour devraient traiter en priorité, c’est l’emploi qui arrive en tête pour un Français sur trois (31 %) (...). Le pouvoir d’achat arrive en deuxième position des sujets de préoccupation (21 %) (...). La dette et les déficits publics, enfin, sont mis en tête des priorités par 11 % des Français, loin devant (...) l’immigration (3 %)” (L’Express.fr, le 26 avril). “Le 28 mars, un précédent sondage Viavoix plaçait déjà l’emploi comme la priorité de 52 % des Français. 42 % s’intéressaient avant tout au pouvoir d’achat et seulement 23 % à l’insécurité.” Mais, dans son dernier rapport, la Commission nationale consultative des droits de l’homme constate qu’en 2011 “le sentiment raciste (...) progresse. Quelque 48 % des sondés estiment (...) que l’immigration est la principale cause de l’insécurité (+4 points par rapport à 2010). Globalement, ce sont les Maghrébins et les musulmans qui cristallisent le ressentiment”. “La vision de la société française est aussi de plus en plus atomisée. Pour 77 % des sondés, les Roms sont ‘un groupe à part’. La proportion est de 51 % pour les musulmans, 40 % pour les Maghrébins, 38 %

pour les Asiatiques. (...) L'idée selon laquelle 'de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale' est largement ancrée (70 %). Enfin, 55 % des sondés seraient prêts à paraphraser Claude Guéant, estimant 'qu'aujourd'hui, en France, on ne se sent plus chez soi comme avant'" (Libération, 27 mars). Que disait Rocard un peu plus haut ?

Vers une autre politique ?

- 6 Sera-t-il possible d'en finir avec les logiques binaires : eux/nous ; dedans/dehors ; étrangers/nationaux ; pauvres/riches ; salariés/chômeurs ; cotisants/assistés ? Sur Slate Afrique, le 29 mars, Christian Éboulé cite Gérard Noiriel : "En matière d'immigration, il ne s'agit pas d'être pour ou contre, et encore moins 'de réhabiliter des racines, dévoiler des origines ou exalter l'identité plurielle de la France'." "Il s'agit plutôt, au niveau de la communauté nationale qui incarne la république, de considérer l'immigration, non pas comme un problème extérieur, mais comme une question interne à l'Histoire de notre pays. (...) Ce qui, pour Gérard Noiriel, revient aussi à 'donner à des millions d'habitants de ce pays la possibilité de situer leur histoire personnelle dans la grande histoire de la nation française, afin qu'elle y ait une place légitime'", et d'apprécier en quoi elle a contribué à "remettre en cause une identité déjà fixée, notamment depuis la Révolution française", et aide à l'émergence "d'une culture pluraliste". Il serait donc urgent de rassembler. De jouer collectif. Pour Joël Molinario, maître de conférences à l'Institut catholique de Paris, "l'action politique peut agir contre la fragmentation de la société française". Il s'inquiète de "certains discours politiques actuels [qui] depuis quelques années exploitent la fragmentation pour désigner un groupe forcément minoritaire face à une majorité qui n'appartient pas à ce groupe ou à cette communauté (...)". "Pourrions-nous vivre ensemble ? (Alain Touraine) demande-t-il. (...) La reconnaissance effective des différences et des atouts que cela peut représenter pour une ville et un pays est un des enjeux majeurs de la résolution du problème des banlieues". Et l'auteur de dégager "trois pôles" au fondement d'une politique sociale et culturelle. La référence à la notion de "culture métissée" (Jacques Audinet) ; le concept de "reconnaissance" (Paul Ricœur) selon lequel "l'identité se construit dans la reconnaissance de l'autre et de soi-même, comme une reconnaissance croisée" ; et, enfin, "penser ensemble culture et société sous le principe des Réseaux d'échanges réciproques de savoir (Claire Heber-Suffrin), (...) entre des personnes d'origines différentes et de générations différentes" (Le Monde, 9 mars). Le 6 mars, un "Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable" était lancé (Libération). Il y est écrit que "parce que ces grandes crises du XXI^e siècle sont planétaires, les hommes et femmes du monde entier doivent reconnaître leurs interdépendances multiples (...). Point d'effet papillon ici, mais la réalité, grave et forte, que c'est notre maison commune à tous qui menace de s'effondrer - et qu'il ne peut y avoir de salut que collectif. Leçon de la mondialisation par excellence, nul de nos États, aucune institution internationale n'est plus aujourd'hui en mesure de faire respecter un ordre mondial et d'imposer les indispensables régulations globales. La fin des tentations impériales, le glas de la seule domination occidentale et l'intervention croissante d'acteurs non gouvernementaux marquent aujourd'hui les limites de la notion de souveraineté étatique et l'échec de son expression internationale : l'intergouvernementalisme." Et d'égrener la longue liste des sujets dont celui "des conséquences potentiellement déstabilisatrices des flux migratoires", qui "se heurte à l'inévitable myopie des intérêts nationaux". "(...) Pour remédier à cet écueil, il convient d'élaborer des modèles d'organisation alternatifs à l'hégémonie, à la fois intégrés et pluralistes". Parmi "les pistes de régulation de l'immigration", La Croix du 20 mars notait justement la nécessité d'"une politique migratoire européenne" : "Il s'agirait

d'harmoniser les politiques migratoires dans un espace de libre circulation. (...) La démographie plaide pour une gestion communautaire de l'immigration : pour la première fois, l'an dernier, la population en âge de travailler a chuté en Europe, selon l'ONU". Ou encore, "des migrations 'circulaires' : "ce principe de codéveloppement repose sur un équilibre entre les intérêts de chacun. Il s'agirait d'organiser des allers et retours des personnes, grâce à des visas à entrées multiples et des procédures facilitées. Cela permettrait aux migrants de franchir différentes étapes de vie en France (études, travail, formation, etc.) tout en gardant la possibilité, à chaque retour, de nourrir un projet dans le pays d'origine." L'association d'élus Ville et banlieue s'est aussi fendue de quelques propositions à commencer par "mettre l'accent dès les premières années sur l'apprentissage renforcé de la langue et de l'expression françaises à l'école primaire" et "de renforcer très significativement les moyens à destination des zones d'éducation prioritaire" (Le Monde, 8 mars). Pour lutter contre les phénomènes de ségrégation, elle recommande une "amende massue pour les 'maires hors la loi' qui refusent les 20 % de logements sociaux imposés par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU). Il leur faudrait verser une pénalité équivalente au coût de production d'un logement. Cette amende serait reversée aux maires respectant le seuil des 20 %". L'éducation est donc centrale. Ali Boukhobza, élève ingénieur à Télécom ParisTech et à l'Imperial College Londres, après avoir (dé)montré que dans cet univers impitoyable "l'immigration est une chance pour nos entreprises" avides d'ingénieurs, ingénieux et innovants, cite un rapport de l'Institut Montaigne intitulé "Adapter la formation de nos ingénieurs à la mondialisation" qui relève qu'en 2007, la Grande-Bretagne avait attiré "30 % d'étudiants étrangers de plus que la France et formait 4 fois plus de Chinois et 17 fois plus d'Indiens" (Les Échos, le 12 mars). Pour en rabattre de la superbe du coq gaulois, il écrit : "Les grandes écoles ont compris que la mondialisation a changé la donne, et pour rester sur les rails, ce n'est plus seulement aux étrangers de nous séduire, mais à nous de leur donner envie de participer à notre projet commun." "La qualité de vie dans un pays" n'est pas le moindre des critères. "Or cette qualité peut difficilement cohabiter avec des décisions politiques obsédées par le repli identitaire, qui pointent les immigrés comme source de déficit en France." Ainsi, pour attirer à soi les compétences, la crème des neurones mondialisés, vivons heureux et... vivons ensemble.

NOTES

1. Lire Hervé Le Bras, *L'Invention de l'immigré*, La Tour d'Aigues, éditions de L'Aube, 2012.